

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

Index AI : AMR 23/011/2008 – ÉFAI

1^{er} avril 2008

AU 83/08 Craintes pour la sécurité / Menaces de mort

COLOMBIE Trois membres de la Commission interecclésiastique Justice et paix :
Frank William Cayapur Delgado (h)
Edward Mina Cuero (h)
Yimi Armando Jansoy Muñoz (h)

Isabelino Valencia (h), membre du Conseil communautaire de la vallée du fleuve Naya

Un groupe paramilitaire soutenu par l'armée, qui se présente sous le nom d'Aigles noirs, a envoyé des menaces de mort aux quatre hommes dont les noms figurent ci-dessus. Ces derniers sont des défenseurs des droits humains ; ils aident les communautés d'origine africaine de la vallée du fleuve Naya, qui sépare les départements du Cauca et du Valle del Cauca (ouest de la Colombie), à obtenir les titres de propriété des terres qu'elles cultivent. Ils courent un grave danger.

Trois d'entre eux travaillent pour la Commission interecclésiastique Justice et paix, une organisation non gouvernementale de défense des droits humains. Isabelino Valencia est membre du Conseil communautaire de la vallée du fleuve Naya. Dans les régions peuplées d'Afro-Colombiens qui détiennent collectivement des terres, les conseils communautaires sont chargés de régler les affaires locales, notamment le contrôle des ressources.

Le 24 mars à 19 heures, Isabelino Valencia a reçu un appel sur son téléphone portable ; son interlocuteur lui a déclaré : « *On te suit. Attention à ce que tu dis.* » Avant cet épisode, trois courriers de menaces de mort avaient été déposés à la maison où les membres de Justice et paix logeaient, dans la municipalité de San Francisco Naya (département du Valle del Cauca). Le premier est arrivé le 19 mars vers 1 heure du matin. Des dessins représentant un crâne et une pierre tombale étaient joints à une lettre contenant le message suivant : « *Mort. Lisez et tenez compte de ce qui suit, Justice et paix. Après avoir surveillé vos activités, nous vous demandons de quitter la région, car nous ne voulons aucun obstacle. William, nous en savons beaucoup sur vous. Edward, Yimy, faites attention à vous et sachez que nous suivons également cette grande gueule d'Isabelino. Quittez les lieux très vite. Nous ne voulons pas de vous et nous parlons sérieusement. Nous sommes le groupe paramilitaire qui contrôle la région – les Aigles noirs du Naya à Buenaventura. Nous vous attendons.* »

Deux lettres au contenu similaire ont été distribuées peu après. L'une a été trouvée dans l'arrière-cour vers 10 heures le même jour, et l'autre sur le rebord d'une fenêtre le lendemain.

Ces quatre défenseurs des droits humains se sont réfugiés hors de la région, mais ont l'intention de revenir. Les menaces de mort dont ils ont été la cible ne les visent pas seulement personnellement, mais portent également atteinte aux activités que Justice et paix mène afin d'aider les communautés d'origine africaine à obtenir les titres de propriété de leurs terres. Si cette organisation est évincée, ces communautés seront bien plus vulnérables face aux attaques des paramilitaires.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Dans les années 1990, des lois ont été adoptées afin de permettre aux communautés d'origine africaine de faire reconnaître officiellement la propriété de leurs terres. Un grand nombre d'entre elles, dont celles de la vallée du fleuve Naya, ont tenté de recourir à cette législation en vue d'obtenir les titres de propriété des

terres sur lesquelles elles vivent depuis des années. À maintes reprises, elles ont été la cible de menaces de mort émanant des paramilitaires et des forces de sécurité. Des groupes paramilitaires les ont forcées à cultiver de la coca, destinée à la production de cocaïne, et auraient occupé certaines de leurs terres. D'après certaines sources, plusieurs communautés d'origine africaine vivant sur la côte Pacifique ont été victimes d'atteintes similaires de la part de groupes de guérilla. Les membres de ces communautés, avec l'aide de Justice et Paix et d'autres organisations de défense des droits humains présentes dans la région, s'efforcent de faire valoir leur droit, en tant que civils, à ne pas être mêlés au conflit opposant les forces de sécurité et les paramilitaires aux guérilleros. Le gouvernement colombien affirme que les groupes paramilitaires ont tous été démobilisés, mais ils sont toujours actifs.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en espagnol ou dans votre propre langue) :

- déclarez-vous inquiet pour la sécurité de Frank William Cayapur Delgado, Edward Mina Cuero et Yimi Armando Jansoy Muñoz, membres de la Commission interecclésiastique Justice et paix, ainsi que pour celle d'Isabelino Valencia, membre du Conseil communautaire de la vallée du fleuve Naya, qui ont tous été menacés de mort en raison de leur travail en faveur des communautés d'origine africaine des départements du Cauca et du Valle del Cauca ;
- exhortez les autorités à assurer la protection de ces quatre hommes, conformément à leurs souhaits ;
- engagez-les à diligenter des investigations approfondies et impartiales sur ces menaces, à en rendre les conclusions publiques et à déférer à la justice les responsables présumés ;
- priez-les instamment de prendre des mesures énergiques pour combattre et démanteler les groupes paramilitaires, ainsi que d'enquêter afin de rompre leurs liens avec les forces de sécurité, conformément aux nombreuses recommandations des Nations unies.

APPELS À :

Président de la République :

Señor Presidente Álvaro Uribe Vélez

Presidente de la República, Palacio de Nariño, Carrera 8 No.7-2, Bogotá, Colombie

Fax : +57 1 337 5890 / 342 0592

Formule d'appel : *Excmo. Sr. Presidente Uribe, / Monsieur le Président,*

Ministre de la Défense nationale :

Sr. Juan Manuel Santos, Ministro de Defensa Nacional

Ministerio de Defensa Nacional

Avenida El Dorado - Carrera 52 OFI. 217

Centro Administrativo Nacional (CAN), Bogotá, Colombie

Fax : + 57 1 266 03 51 (si quelqu'un répond, veuillez dire : « *Me da tono de fax por favor* »)

Formule d'appel : *Estimado Sr. Ministro, / Monsieur le Ministre,*

Procureur général :

Dr. Mario Germán Iguarán Arana

Fiscal General de la Nación, Fiscalía General de la Nación

Diagonal 22B (Av. Luis Carlos Galán No. 52-01) Bloque C, Piso 4

Bogotá, Colombie

Fax : +57 1 570 2000 (un message préenregistré en espagnol vous indique alors de composer le numéro de poste 2017)

Formule d'appel : *Estimado Sr. Fiscal, / Monsieur,*

COPIES À :

Organisation non gouvernementale de défense des droits humains :

Justicia y Paz Intereclesial

Calle 61 A, No. 17-26

Bogotá, Colombie

Médiateur pour les droits humains :

Sr. Volmar Antonio Pérez Ortiz, Defensor del Pueblo, Defensoría del Pueblo,
Calle 55, No. 10-32/46 oficina 301, Bogotá, Colombie

ainsi qu'aux représentants diplomatiques de la Colombie dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT. APRÈS LE 13 MAI 2008, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE
SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.